

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 31/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIO YVELINES SERVICES

Route de Saint-Cyr,
78870 Bailly

Code AIOT : 0006518021

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/07/2023 dans l'établissement BIO YVELINES SERVICES implanté Lieu-dit le Crapaud 78870 Bailly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée à la suite d'une plainte reçue et déposée par courriel auprès de la Mairie de la commune de Bailly le 14 juillet 2023. Cette dernière a transmis l'information à l'exploitant, à diverses sociétés pouvant être émettrices d'odeurs à proximité de la commune et à l'Inspection des installations classées. La société Bio Yvelines Services a confirmé à la Mairie de Bailly qu'au 14 juillet, aucun évènement en provenance de son installation n'a pu générer ce type de nuisance et que les vents étaient orientés dans le sens inverse de la commune de Bailly.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIO YVELINES SERVICES
- Lieu-dit le Crapaud 78870 Bailly
- Code AIOT : 0006518021
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Bio Yvelines effectue des activités de compostage. Il est soumis à la rubrique 2780-1 de la nomenclature des ICPE sous le régime de l'enregistrement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des odeurs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Gestion des odeurs	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 53	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Normes de transformation	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article Annexe I	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des odeurs	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 52	/	Sans objet
3	Admission des intrants	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 25	/	Sans objet
4	Exploitation et déroulement du procédé de compostage	Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 28	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection s'est déroulée de façon inopinée et fait suite à une plainte d'odeurs reçue et déposée auprès de la Mairie de Bailly le 14 juillet 2023. Au cours de la visite d'inspection les conditions météo étaient très venteuses.

L'exploitant a procédé à l'arrosage de ses andains afin d'en maintenir une bonne humidité et de limiter les envols de poussières. L'équipe d'inspection n'a pas constaté de pratiques sur site pouvant être à l'origine de problèmes d'odeurs. Les vents étaient en direction de la commune de Bailly le jour de l'inspection. Les dispositifs de ventilation et de captage de molécules odorantes détaillés dans le présent rapport étaient en fonctionnement.

De plus, l'exploitant a précisé que le jour où la plainte a été déposée, les vents étaient contraire. Ils n'étaient pas en direction de la commune de Bailly. Enfin, l'équipe d'inspection a constaté que l'exploitant n'avait pas procédé à des retournements d'andain le 14 juillet susceptibles de provoquer des émanations d'odeurs. En effet, un retournement de l'andain B 2302 est constaté le 10 et le 17 juillet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 52
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des émissions odorantes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de nuisances odorantes pour le voisinage. L'exploitant veille en particulier à éviter, en toute circonstance, l'apparition de conditions anaérobies au niveau de l'entreposage des matières reçues ainsi que lors du traitement par compostage.
Constats : L'équipe d'inspection constate une bonne gestion des matières reçues sur l'installation. Cette bonne gestion est maintenue lors du traitement par compostage limitant ainsi fortement l'apparition de conditions anaérobies. Les matières reçues en entrées (bois d'élagage et déchets verts) pouvant être génératrices d'odeurs sont broyées dans les 24 h suivant leur arrivée sur l'installation. Ces déchets, une fois broyés, intègrent immédiatement l'andain en cours de formation. Afin de s'assurer qu'aucune condition anaérobie ne se forme lors de la fermentation des andains, l'exploitant réalise un suivi de la température et du taux d'humidité sur l'ensemble de ses lots. Il procède également à des retournements d'andain quand les conditions météo le permettent. L'exploitant précise à l'équipe d'inspection que des dispositifs de « lutte » olfactives sont disposés sur son installation. Ces dispositifs comprennent notamment deux ventilateurs, un système d'hydragel et d'une station météo. En cas de détection de vent, en direction de la commune de Bailly notamment, la station météo active automatiquement les deux ventilateurs. Ces derniers impulsent un vent contraire et émettent des molécules odorantes afin de capter les mauvaises odeurs générées. Ces molécules sont ensuite captées par de l'hydragel disposés entre les bassins de gestion des eaux de ruissellement et l'autoroute A12.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 53
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des nuisances odorantes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un plan faisant apparaître les zones d'occupation humaine présentes dans un rayon de 1 km autour du site : habitations occupées par des tiers, zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, stades ou terrains de camping agréés, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets, commerces, établissements industriels et tertiaires ainsi que les zones de baignade.</p> <p>L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique.</p> <p>Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte. Lorsqu'il existe un comité de riverains, l'exploitant lui présente annuellement les mesures correctives qu'il a mises en œuvre.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter le plan des zones d'occupation humaine présentes dans un rayon de 1 km.</p> <p>L'exploitant présente à l'équipe d'inspection son tableau de suivi des plaintes qui lui sont communiquées. Il est constaté l'absence du référencement de la plainte reçue le 14 juillet 2023 ayant fait l'objet de la visite d'inspection. L'équipe d'inspection constate également l'absence de plusieurs informations imposées à l'article 53 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 à savoir : l'heure, les conditions météorologiques et la correspondance éventuelle avec une opération critique.</p> <p>L'équipe d'inspection constate la présence d'une colonne « action à mener » renvoyant aux mesures prises par l'exploitant pour prévenir le renouvellement d'émanation d'odeurs. L'identification des causes n'est cependant pas systématiquement faite.</p> <p><u>Non-conformité n°20230727 – NC – 1 :</u></p> <p>Au regard des constats effectués par l'équipe d'inspection il est demandé à l'exploitant de réaliser ou faire réaliser un plan des zones d'occupation humaine dans un rayon d'un kilomètre autour de son site.</p> <p>Il est également demandé à l'exploitant de mettre à jour son registre des plaintes enregistrées à l'encontre de son installation et d'y intégrer l'ensemble des éléments imposés à l'article 53 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Admission des intrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Nature des matières entrantes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Certains déchets, susceptibles d'évoluer en anaérobie et de générer des nuisances odorantes doivent, dès que possible, le cas échéant après fragmentation, être mélangés avec des produits présentant des caractéristiques complémentaires (structurant, carboné, sec), dont l'installation doit disposer en quantité suffisante.
Constats : L'exploitant identifie les déchets de gazon comme étant ceux pouvant évoluer en anaérobie et être la source de nuisances odorantes. Ce type de déchets ne représente cependant qu'une faible proportion annuelle des déchets entrants sur l'installation (entre 10 à 15 %). Pour limiter l'émanation d'odeurs, les matières fraîches végétales sont immédiatement broyées dans les 24 h suivant leur arrivée sur l'installation. Le gazon est quant à lui intégré systématiquement à des produits présentant des caractéristiques complémentaires comme les tailles de déchets verts présent en grande proportion sur l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exploitation et déroulement du procédé de compostage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 28
Thème(s) : Risques chroniques, Déroulement du compostage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à trois mètres. La hauteur peut être portée à cinq mètres si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost.
Constats : L'équipe d'inspection constate que les hauteurs des andains de matières fermentescibles et des tas présents sur l'installation n'excèdent pas trois mètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Normes de transformation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances olfactives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Compostage avec aération par retournements 3 semaines de fermentation aérobie au minimum ; Au moins 3 retournements espacés d'au moins 3 jours ; 55 °C au moins pendant une durée minimale totale de 72 heures.</p> <p>Compostage en aération forcée 2 semaines de fermentation aérobie au minimum ; Au moins 1 retournement (opération de retournement après fermentation aérobie suivie d'une remontée de température à 50 °C pendant 24 heures) ; 55 °C au moins pendant une durée minimale totale de 72 heures.</p> <p>La mesure des températures se fait, pour chaque lot, conformément aux bonnes pratiques en vigueur, par exemple par sondes disposées tous les 5 à 10 m, à des profondeurs situées entre 0,7 et 1,5 m et à une fréquence d'au moins trois mesures par semaine pendant le début de la phase de fermentation aérobie.</p>
<p>Constats : L'exploitant présente à l'équipe d'inspection ses registres de suivi des lots de composts. Il est constaté la réalisation de 3 retournements espacés d'au moins 3 jours a minima avant la sortie de chacun des lots.</p> <p>L'équipe constate que malgré le maintien de la température du compost au-delà de 55 °C sur une durée minimale de 72 heures, l'exploitant ne réalise pas les contrôles de température à la fréquence de 3 mesures par semaine durant le début de la phase de fermentation. En effet, une fois par semaine l'exploitant réalise une session de mesures comprenant 10 à 12 de mesures par lot. Les points de contrôle respectent une profondeur située entre 0,7 et 1,5 m.</p> <p>Selon l'exploitant, le début de la phase de fermentation est comprise entre 1 à 2 mois suivant la mise en andain.</p>
<p><u>Non-conformité n°20230727 – NC – 2 :</u></p> <p>Au regard des constats faits, il est demandé à l'exploitant de procéder à des mesures de suivi des températures des lots de composts au moins trois fois par semaine en début de phase de fermentation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois